SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 22 MAI 1850.

Rapport de la Commission de l'Intérieur, chargée d'examiner le Projet de Loi qui autorise le Gouvernement à instituer des conseils de Prud'hommes à Dour et à Pâturages.

(Voir les N^o 11 et 178 de la Chambre des Représentants, et le N^o 86 du Sénat.)

Présents : MM. DUMON-DUMORTIER, Président, le baron DE CHESTRET, le comte DE RIBAUCCOURT, D'OMALIUS D'HALLOY, VAN MUYSEN, le chev. DU TRIEU DE TERDONCK, DE PITTEURS HIÉGAERTS, le comte D'HANE, Rapporteur.

MESSIEURS,

Vous avez renvoyé à l'examen de votre première Commission le Projet de Loi qui autorise le Gouvernement à instituer un conseil de prud'hommes à Dour et un second à Pâturages, district de Mons.

Ce projet, dont les Chambres ont été saisies le 2 mai 1848, avait, au moment de sa présentation, un caractère d'urgence. Une vive agitation venait de s'être manifestée dans les localités charbonnières du couchant de Mons, à la suite des événements du 24 février 1848 ; M. le Gouverneur de la province du Hainaut avait signalé au Gouvernement l'établissement des conseils de prud'hommes dans ces localités, comme la mesure la plus propre et la plus efficace pour en prévenir le retour.

La cause ou le prétexte des désordres auxquels se laissent entraîner les ouvriers, sont toujours les abus dont ils sont ou dont on leur fait croire qu'ils sont victimes, ou les plaintes fondées auxquelles il n'est pas fait droit. En établissant au milieu d'eux des conseils qui ont leur confiance, parce qu'ils y voient siéger des ouvriers comme eux, choisis et élus par eux, devant lesquels ils peuvent en tout temps se présenter pour dénoncer leurs griefs et en obtenir le redressement, et pour terminer promptement et sans frais les différends et les contestations qu'ils peuvent avoir avec leurs maîtres, on parvient à faire disparaître des motifs de désordre et on enlève aux malveillants tout prétexte pour y pousser. Ces conseils y seront donc une nouvelle garantie pour l'ordre public. Ils y exerceront cette influence salutaire dont on reconnaît chaque jour les heureux effets dans toutes les localités où ces institutions conciliaatrices existent et où elles sont devenues un gage d'union entre les patrons et les ouvriers.

La Loi du 9 avril 1842 et quelques autres lois spéciales intervenues depuis, ont autorisé le Gouvernement à instituer des conseils de prud'hommes dans plusieurs localités du pays, en se conformant aux décrets du 11 juin 1809, 3 août et 5 septembre 1810. Aux termes du décret du 11 juin 1809, un conseil de prud'hommes doit se composer de marchands-fabricants, de chefs d'atelier, de contre-maitres, de teinturiers ou ouvriers patentés.

Cette composition ne pouvait pas être celle qu'il convenait d'adopter pour les deux conseils qu'on veut instituer. Le Projet de Loi consacre donc quelques dérogations aux décrets précités, en ce qui concerne la composition, pour l'adapter aux localités où ils doivent fonctionner d'après les éléments de composition qui s'y trouvent. Il y déroge aussi quant aux frais, il les met à la charge du Trésor. Afin d'éviter les difficultés qui pourraient se présenter actuellement pour la répartition de ces frais entre les communes intéressées, il a semblé préférable de faire supporter provisoirement et à titre d'avance par l'État, cette dépense, du reste très-peu considérable.

Présenté pendant la session de 1847-1848, la dissolution de la Législature n'a pas permis que le Projet de Loi fût discuté. M. le Ministre de l'Intérieur, dans les attributions duquel les matières concernant les conseils de prud'hommes venaient d'être rangées, a représenté ce Projet le 8 novembre 1848. Les Sections de la Chambre l'avaient déjà examiné lorsque la résolution prise par le Gouvernement de réviser toute la législation sur les conseils de prud'hommes en a arrêté l'examen par la Section Centrale. Ce travail de révision ayant soulevé des questions qui ne peuvent être résolues sans beaucoup de maturité, le Gouvernement, tout en maintenant son intention d'établir sur la matière un système plus complet, a pensé qu'en attendant il convenait de ne pas priver plus longtemps la population ouvrière du district de Mons des facilités qu'elle doit trouver dans l'institution des conseils de prud'hommes, et a insisté auprès de la Section centrale pour qu'elle reprit son examen, et mit la Chambre à même de discuter le Projet de Loi, qui a été adopté à l'unanimité.

L'examen du Projet de Loi n'a soulevé aucune discussion dans le sein de votre Commission; elle a en conséquence l'honneur de vous proposer, à l'unanimité, par mon organe, son adoption.

Le Président,
DUMON-DUMORTIER.

Le Rapporteur,
J. B. D'HANE.